

**Accord professionnel**

**ACCORD INSTITUANT UNE COMMISSION PARITAIRE RÉGIONALE  
DE L'HÔTELLERIE RESTAURATION  
(Corse)  
(11 juillet 2007)**

AVENANT N° 4 DU 24 MAI 2016

À L'ACCORD DU 11 JUILLET 2007 INSTITUANT UNE COMMISSION  
PARITAIRE RÉGIONALE DE L'HÔTELLERIE RESTAURATION  
(CORSE)

NOR : ASET1650755M

Entre

MEDEF Corsica

UMIH Corse

D'une part, et

STC Corse

CGT Corse

CGT FO de la Corse-du-Sud

CGT FO de la Haute-Corse

UR CFTC Corse

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

A la faveur de la loi n° 2015-994 du 17 août 2015 qui a fait évoluer le dialogue social de niveau infranational en créant notamment des commissions paritaires régionales interprofessionnelles pour les salariés et les employeurs des entreprises de moins de onze salariés ainsi que du projet de regroupement des branches professionnelles, les délégués représentant les organisations membres de la commission paritaire sociale des hôtels-café-restaurants de Corse ont entrepris de réfléchir au devenir de leur instance dans le contexte des réformes systémiques intervenues et à intervenir.

Par délibération prise à l'unanimité le 22 septembre 2015, les délégués des organisations membres de la commission paritaire ont, dans un premier temps, apporté une réponse affirmative à la question de l'opportunité de réviser l'accord collectif portant création de la commission qui leur avait été expressément posée dans le cadre de l'ordre du jour en vue, au minimum, d'adapter leur accord aux derniers textes.

Réunis le 18 mars 2016, les délégués représentant les organisations membres de la commission paritaire ont, dans un second temps, analysé plus finement le processus d'évolution interne à impulser ainsi que les évolutions externes dans lesquelles s'inscrire. A cette occasion, ils ont, d'une part, unanimement affirmé leur volonté de poursuivre leurs travaux dans le cadre de leur propre instance conventionnelle comme le prévoit l'article L. 23-111-1 (II) du code du travail. Ils ont, d'autre part, affirmé leur souhait de faire évoluer le contenu, le périmètre et le financement du dispositif.

En commission spécialement convoquée sur un ordre du jour restreint le 26 avril 2016, la décision d'engager la procédure de révision de l'accord collectif sectoriel régional du 11 juillet 2007 tel que déjà modifié par voie d'avenants et d'envisager certaines évolutions a été mise en œuvre. Les invitations à la négociation collective ont été lancées aux organisations signataires ainsi que non signataires représentatives par courrier recommandé avec avis de réception en date du 28 avril 2016. Les négociations se sont ouvertes le 24 mai 2016, séance au cours de laquelle thèmes et calendrier ont été définis.

C'est pourquoi le présent avenant a été négocié et conclu.

### **Article 1<sup>er</sup>**

#### *Objet de l'avenant n° 4*

a) L'article 1<sup>er</sup> de l'accord collectif du 11 juillet 2007 modifié est complété comme suit :

Il est créé un article 1.3 ainsi rédigé : « Cet accord a pour objet d'ouvrir son champ d'application professionnel et de mener à bien un processus de regroupement conventionnel et/ou de restructuration des branches professionnelles dans son champ d'application territorial. »

b) L'article 3 de l'accord collectif du 11 juillet 2007 modifié est complété comme suit :

Il est créé un article 3.3 ainsi rédigé : « Pour tout ce qui relève du processus de regroupement conventionnel et/ou de restructuration des branches professionnelles, le présent accord est applicable à l'ensemble des entreprises et/ou établissements exerçant des activités économiques d'hébergement, de la restauration et du tourisme, à l'exception des personnes publiques et collectivités (hôpitaux et cantines par exemple). »

c) L'article 4 de l'accord collectif du 11 juillet 2007 modifié est modifié ou complété comme suit :

La rédaction de l'article 4.1 est modifiée pour se limiter à : « Etre un lieu d'échange d'expériences, d'analyses et de propositions sur tous sujets entrant dans son champ de compétences. »

A l'article 4.2, après les mots : « contribuer à l'information des employeurs et des salariés », il est inséré les mots : « et donner tous conseils utiles ».

A l'article 4.7, après les mots : « mode alternatif de prévention et traitement des conflits individuels », il est inséré les mots : « ou collectifs ».

L'article 4.8 est complété des dispositions suivantes : « y compris des accords d'expérimentation si une phase d'analyse et d'observation est estimée utile et préalable à un dispositif ».

Il est créé un article 4.9 ainsi rédigé : « Mettre en place un dispositif d'assistance à la négociation collective dans les entreprises dépourvues de représentants du personnel ; accompagner sur demande la négociation collective en présence d'élus non mandatés ; intervenir sur saisine dans le cadre de l'article L. 2232-22 du code du travail. »

Il est créé un article 4.10 ainsi rédigé : « Apporter des informations, débattre et rendre tout avis sur toutes questions spécifiques aux entreprises entrant dans son champ de compétences ainsi qu'à leurs salariés ; notamment les entreprises de moins de onze salariés ; notamment en matière d'emploi, de formation, de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, de conditions de travail, de santé au travail, d'égalité professionnelle, de travail à temps partiel ou de mixité des emplois... »

Il est créé un article 4.11 ainsi rédigé : « Faire des propositions en matière d'activités sociales et culturelles. »

d) L'article 5 de l'accord collectif du 11 juillet 2007 modifié est complété comme suit :

Il est créé un article 5.4 ainsi rédigé : « Pour ce qui relève du processus de regroupement et/ou de restructuration des branches professionnelles, hormis le cadre de la négociation collective, chaque organisation professionnelle représentant les activités économiques visées à l'article 3.3 dispose d'un siège consultatif ; à l'issue validée du processus, les organisations professionnelles devenues membres du collège employeurs se voient attribuer un siège avec voix délibérative et un siège avec voix consultative ; en tant que de besoin, le collège salariés est modifié à due concurrence. »

Il est créé un article 5.5 ainsi rédigé : « La durée des mandats est de 4 ans renouvelable. »

e) L'article 6 de l'accord collectif du 11 juillet 2007 modifié est modifié ou complété comme suit :

« La durée des mandats visée à l'article 6.2, alinéa 3, est portée à 4 ans. »

L'article 6.2, alinéa 4, est modifié ainsi : « La présidence et la vice-présidence sont alternativement assurées par un membre du collège employeurs et un membre du collège salariés élu chacun par son collège. »

f) L'article 7 de l'accord collectif du 11 juillet 2007 modifié est modifié ou complété comme suit :

« Les dispositions de l'article 7.1 relatives à l'élaboration de l'ordre du jour sont supprimées ; ces modalités sont fixées par le règlement intérieur. »

Il est créé un article 7.3 ainsi rédigé : « La commission peut être convoquée en formation restreinte et/ou sur un ordre du jour restreint lorsqu'un membre au moins de l'exécutif l'estime utile ou nécessaire et/ou lorsque les travaux et/ou les circonstances le permettent et/ou le justifient. »

Il est créé un article 7.4 ainsi rédigé : « Des dispositifs spécifiques et des groupes de travail peuvent être mis en place sur un sujet déterminé et/ou pour un temps limité. Les délégués désignés par une organisation d'employeurs ou de salariés pour participer à ces seuls travaux disposent d'une voix consultative lorsqu'ils sont convoqués en commission. »

Il est créé un article 7.5 ainsi rédigé : « La commission peut être spécialement convoquée en mode conférence téléphonique ou visioconférence lorsque les travaux et/ou les circonstances le permettent ou le justifient. »

g) L'article 9.2 est ainsi modifié : « Les délégués désignés par une organisation pour siéger au sein d'un collège sont membres de droit de l'association ; les délégués désignés au sein ou au titre du collège salariés bénéficient des dispositions de l'article 10 ci-dessous. »

h) L'article 10 de l'accord collectif du 11 juillet 2007 modifié est modifié ou complété comme suit :

A l'article 10.1, après les mots : « Les salariés désignés par l'organisation à laquelle ils adhèrent pour siéger à la commission », il est ajouté : « ainsi que les salariés désignés par l'organisation à laquelle ils adhèrent pour participer aux dispositifs spécifiques acquièrent la qualité de délégué syndical. »

A l'article 10.2, après les mots : « les salariés », il est précisé : « visés à l'article 10.1 ci-dessus » et après les mots : « pour se rendre aux réunions », il est précisé : « auxquelles ils sont convoqués au titre de la commission paritaire ».

A l'article 10.3, après les mots : « Le temps consacré par les délégués aux réunions », il est précisé : « auxquelles ils sont convoqués au titre de la commission paritaire ».

Conformément aux délibérations de la commission paritaire retranscrites page 140, point 3, alinéas 5 et 6 du registre de la commission, l'article 10.4 de l'accord collectif est modifié. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012, les indemnités kilométriques sont remboursées sur la base du barème fiscal et non plus du barème des agents de l'administration applicable aux conseillers du salarié. Après le mot : « barème », il est ajouté le mot : « fiscal » et les mots : « applicable aux conseillers du salarié » sont supprimés.

i) Aux articles 12.2 et 14.1 de l'accord collectif du 11 juillet 2007 modifié, après les mots : « organisations signataires », il est ajouté les mots : « ou adhérentes ».

j) L'article 14 de l'accord collectif du 11 juillet 2007 modifié est complété comme suit :

Il est ajouté les chiffres : « 14.1. » devant la disposition existante.

Il est créé un article 14.2 ainsi rédigé : « Le préavis applicable en cas de dénonciation ou mise en cause de l'accord par une organisation répondant à la condition fixée au 14.3 est de six mois. »

Il est créé un article 14.3 ainsi rédigé : « La dénonciation ou la mise en cause de l'accord par une ou plusieurs organisation signataire ou adhérente n'emporte les effets légaux que pour autant que ladite organisation dispose d'une audience d'au moins 30 % dans le champ d'application considéré ; en tout autre cas, l'accord est appelé en révision dans un délai de six mois. »

Il est créé un article 14.4 ainsi rédigé : « Lorsqu'un siège délibérant est vacant, la voix délibérative qui y est attachée peut être attribuée à la même organisation ou à une autre organisation du même collège sur la base des derniers résultats de l'audience dans le champ d'application considéré par délibération du collège auquel le siège vacant appartient. »

k) Les formules de l'accord comportant les mots « secteur » et toutes ses déclinaisons de type « sectoriel » sont dépourvues d'effet restrictif et doivent être comprises en référence au champ d'application professionnel de l'accord.

l) Il n'est plus fait référence à la codification du code du travail antérieure à la loi de 2008 portant recodification.

## **Article 2**

### *Niveau territorial de signature des organisations signataires*

Lorsque des organisations signataires au niveau de chaque département s'organisent au niveau régional, l'organisation régionale se substitue automatiquement aux organisations départementales signataires ou adhérentes après envoi par ladite organisation d'un courrier recommandé avec avis de réception à la commission paritaire et aux autres organisations signataires ou adhérentes.

La commission paritaire en prend acte et avise les autorités compétentes de la substitution intervenue par courrier recommandé avec avis de réception.

## **Article 3**

### *Extension de l'avenant n° 4*

Les organisations signataires sollicitent l'extension du présent accord prévue aux articles L. 2261-15 et suivants du code du travail.

## **Article 4**

### *Notification et dépôt*

Le présent accord est établi en huit originaux dûment paraphés et signés dont un exemplaire est adressé en recommandé avec avis de réception à chacune des organisations signataires.

Une copie du présent accord est notifiée aux organisations syndicales représentatives non signataires par courrier recommandé avec avis de réception.

Ces dernières bénéficient du droit d'opposition dans les conditions et selon les modalités prévues aux articles L. 2231-8 et suivant du code du travail.

Le présent accord est déposé, au terme du délai d'opposition et en l'absence d'opposition d'organisations majoritaires, en vue de son enregistrement par les services compétents.

Le présent accord est établi en trois exemplaires originaux supplémentaires dûment paraphés et signés dont :

- un exemplaire est destiné à l'enregistrement par la direction générale du travail ;
- un exemplaire est destiné à l'enregistrement par le greffe du conseil des prud'hommes dans le ressort duquel l'accord a été conclu ;
- un exemplaire est conservé par la commission paritaire.

Un dépôt supplémentaire est effectué sur support informatique auprès de la direction générale du travail ainsi que du conseil des prud'hommes dans le ressort duquel l'accord a été conclu.

La commission paritaire est chargée de toutes formalités.

Fait à Corte, le 24 mai 2016.

(Suivent les signatures.)